



MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

CONVENTION D'HABILITATION INDIVIDUELLE

Etablissement de crédit ou Société de Financement -

➤ Les parties à la convention

- Le Ministre de l'intérieur représenté par le Préfet de
- Raison sociale de la banque :
 - numéro SIREN*
 - numéro SIRET*
 - adresse du siège social*
 - numéro d'habilitation*

Préambule

Le Système d'Immatriculation des Véhicules (SIV) qui a été mis en place depuis le 1er janvier 2009 est essentiellement caractérisé par :

- l'attribution à vie d'un numéro d'immatriculation pour chaque véhicule ;
- la simplification des démarches administratives nécessaires à l'immatriculation des véhicules.

Dans le cadre de ce système, les démarches d'immatriculation des véhicules et les opérations annexes peuvent être réalisées par les Professionnels de l'automobile et en particulier les établissements financiers proposant des financements (crédit, location avec option d'achat, crédit-bail) en vertu de conventions conclues avec le ministère de l'Intérieur.

Pour ce faire, le ministre de l'intérieur propose à la société "Raison sociale" en tant qu'établissement de crédit agréé ou société de financement agréée, de conclure une convention individuelle d'habilitation en tant qu'établissement de crédit proposant des financements automobiles tels que défini dans le glossaire figurant en annexe 1.

En conséquence, les Parties sont convenues de ce qui suit :

➤ Article I : objet de la convention

La présente convention a pour objet de définir les conditions d'habilitation de la société pour effectuer les formalités administratives liées aux opérations relatives aux gages.

Il s'agit pour la société de recueillir l'ensemble des données nécessaires aux opérations relatives aux gages et de les transmettre dans le système d'immatriculation des véhicules « SIV ».

➤ **Article II : habilitation de la société**

La société signataire de la présente convention individuelle est habilitée par le préfet territorialement compétent.

A ce titre, il lui est attribué un numéro d'habilitation, activé à l'issue de la signature de la présente convention.

➤ **Article III : informations complémentaires relatives au professionnel habilité**

Pour être habilité, la société doit fournir les informations suivantes au préfet pour permettre l'instruction de la demande :

- *1) le ou les modes d'accès au SIV qu'il a choisi(s) :*
- Accès par un ou plusieurs concentrateurs

Le tableau joint en annexe 2 précise le périmètre des opérations accessibles à la société habilitée relatives aux gages.

Article IV : les obligations du professionnel habilité

La société habilitée s'engage à :

- Transmettre au SIV les données nécessaires aux opérations relatives aux gages dans le respect de la réglementation et des règles de fonctionnement du système telles que précisées dans l'annexe technique jointe à la présente convention (annexe 2) ;
- S'équiper informatiquement par la mise en place d'installations pour accéder au SIV conformément aux spécifications techniques fournies par le ministère telles que précisées dans l'annexe technique de la présente convention (annexe 2) ;
- Répondre à toute demande écrite des préfetures et de l'Agence nationale des titres sécurisés dans le cadre de leur mission générale de suivi et de contrôle et à ce

2) Données transmises par le ministre de l'intérieur :

- Le ministère de l'intérieur s'engage à traiter dans les meilleurs délais les données transmises et à mettre à la disposition de la société habilitée les documents administratifs et accusés de réception prévus par les textes en vigueur dans les conditions définies à l'annexe technique jointe à la présente convention (annexe 2).

➤ Article VII : sécurité des données transmises au SIV et contrôle d'accès

Chaque partie à la convention veille à la sécurité des données, à la régularité des opérations effectuées et à leur traçabilité dans le respect des annexes techniques (annexe 2).

Chaque partie s'engage à mettre en place les dispositifs techniques, tant matériels que logiciels, empêchant l'accès aux données par des personnes non autorisées.

Le ministère de l'intérieur conserve les traces de connexion dans le système d'immatriculation des véhicules (SIV).

L'annexe technique jointe à la présente convention (annexe 2) précise les conditions d'application de cet article.

➤ Article VIII : modification des conditions d'exécution de la convention

En cas de modification de l'environnement juridique et technique de la présente convention nécessitant une adaptation logicielle du système informatique du ministère, le ministre de l'intérieur peut modifier les caractéristiques techniques du système sous réserve d'une information suffisante de la société habilitée nécessaire à l'adaptation de son système informatique. Celui-ci disposera alors d'un délai à définir par les parties en fonction de la nature des adaptations nécessaires du système.

➤ Article IX : durée et date d'effet de la convention

La présente convention est conclue pour une durée de 5 ans et entre en vigueur à la date de signature par les parties.

Par dérogation à l'article 1214 du code civil, la présente convention est reconduite tacitement pour une même durée, sauf volonté expresse contraire d'un des signataires exprimée par lettre recommandée avec accusé de réception et adressée 6 mois avant l'arrivée du terme.

➤ Article X : suspension et résiliation

Liste des annexes jointes à la présente convention :

- **Annexe 1 :** Glossaire
- **Annexe 2 :** Tableau des opérations relatives aux gages
- **Annexe 3 :** Modalités juridiques et fonctionnelles d'une demande initiale ou modificative d'habilitation
- **Annexe 4 :** Pièces justificatives d'une demande d'habilitation

Annexe 1: Glossaire

Etablissement Financier

Professionnel de l'automobile :

Dans le cadre du SIV, toute entité juridique exerçant une activité relevant du domaine de l'automobile (notamment construction, négoce, réparation, financement, location, destruction...)

Etablissement financier :

Etablissement de crédit ou société de financement, tel que défini par l'article L511-1 du Code monétaire et financier, qui effectue toute opération de financement de véhicule, sous forme de crédit, de location avec option d'achat ou de crédit bail ainsi que dans le cadre de son activité connexe (cf article L311-2 du même code) toute opération de location simple de véhicules quelle qu'en soit sa durée.

Loueur :

Entité qui réalise des opérations de location de véhicules, quelle qu'en soit la durée, et des prestations de service associées ou non.

Opération d'immatriculation :

Toute opération liée à l'immatriculation d'un véhicule depuis sa première immatriculation dans le SIV jusqu'à sa destruction.

Opérations annexes :

Toute opération liée à une action sur le SIV, comme à titre d' exemple l'inscription d'un gage

Véhicule ;

Article R 311-1 du Code de la route

Annexe 2 Tableau technique convention individuelle des opérations d'immatriculations portant sur le Gage Adhérent à la convention cadre établissement de crédit

Principe général de l'habilitation

Principe général de l'habilitation

L'habilitation porte sur une personne morale identifiée par son numéro **SIRET**.

Elle consiste à attribuer à ce SIRET, un **numéro d'habilitation unique** auquel est associé l'ensemble des fonctions SIV issues des différentes IRS auxquelles cette personne morale peut prétendre en regard de son activité professionnelle (gage).

Une personne morale ayant reçu un numéro d'habilitation de l'administrateur du SIV est désignée par le terme de **partenaire SIV**.

Pour faciliter l'association des fonctions SIV à un numéro d'habilitation de partenaire, elles sont regroupées par **code profil SIV**. Les codes profils SIV attribuables dans le cadre de cette convention sont :

Code profil SIV	IRS SIV	Fonction SIV	Remarques
Société de crédit	Gages	Inscription de gage	Abrogé par ord. 2006-346 23/03/2006-
		Prorogation de gage	
		Cession de gage	
		Radiation de gage	

Correspondance métier / code profil SIV pour le remplissage du tableau 4.1.1

Métier (voir Glossaire)	Code profil SIV
Etablissement financier	Société de crédit

Annexe 3

Modalités juridiques et fonctionnelles d'une demande initiale ou modificative d'habilitation

Nature de la demande	Impact juridique	Modalités de dépôt de la demande
Demande d'habilitation	Convention d'habilitation	APD via internet
Modification de l'adresse dans le même département	avenant à la convention d'habilitation	APD via SIV
Modification de l'adresse hors du département	nouvelle convention d'habilitation	APD via SIV
Modification de la dénomination sociale	avenant à la convention d'habilitation	APD via SIV
Modification du n°SIREN (nouvelle personne morale)	nouvelle convention d'habilitation	APD via SIV
Modification du mode d'accès au SIV	avenant à la convention d'habilitation	APD via SIV

*APD : application de pré demande d'habilitation et d'agrément
SIV : système d'immatriculation des véhicules*

Annexe 4

Pièces justificatives d'une demande d'habilitation

I. Demande d'habilitation

- 1) Extrait Kbis du registre du commerce et des sociétés de moins de deux ans ou un journal d'annonce légale de moins de deux ans à condition qu'y apparaissent le nom du responsable, l'objet social, l'adresse et le numéro d'enregistrement au registre du commerce (établissement principal) ;

Et extrait Lbis du registre du commerce et des sociétés de moins de deux ans (établissement secondaire) ;

Ou les statuts délivrés (*document original*) par le greffe du tribunal de commerce de moins de deux ans faisant mention de l'activité ou des activités au titre desquelles le professionnel demande une habilitation au SIV.

Attestation de rattachement Crédit Agricole SA

Attestation du concentrateur AAA DATA